



Déclaration liminaire CDEN du 5 février 2021

Un plan d'urgence pour l'école est nécessaire !

C'est la raison de la mobilisation dans l'Éducation Nationale ce 26 janvier dernier. Dans un contexte très difficile, 1 enseignant sur 3 s'est mis en grève, pour exiger un autre budget pour l'Éducation Nationale.

Hier, jeudi 4 février, a connu une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle. Politique éducative aggravant les inégalités, décentralisation des infirmières, conditions de travail dégradées, revalorisation salariale quasiment inexistante sont dénoncées par les personnels. Le compte rendu des ateliers du Grenelle publié le 25 janvier conforte sans surprise les orientations du ministre qui vont à rebours d'une conception du métier enseignant permettant la démocratisation du système éducatif. C'est le retour de la rémunération au mérite, des modifications des obligations réglementaires de service et des missions, du projet de statut pour la direction d'école, de contrôle des personnels...

Le SNUipp-FSU porte comme mandat depuis sa création une baisse du nombre des élèves par classe.

La crise sanitaire a eu un effet loupe sur les inégalités bien présentes dans notre société. Les élèves nommés décrocheurs mais aussi ceux en difficultés ont besoin d'encore plus d'attention et de soutien. Cette crise exige que les gestes barrières puissent être respectés, et non pas "si possible" : chaque élève, chaque enseignant.e, doit pouvoir être protégé.

Afin qu'il n'y ait pas de nouvel arrêt de l'école en présentiel et pour garantir dans tous les cas la qualité de l'enseignement et la prise en compte de tous les élèves, il y a une nécessité absolue à diminuer les effectifs dans les classes. Et d'avoir des écoles à taille humaine. Ce sont les conditions premières pour pouvoir poursuivre les apprentissages, et tout particulièrement dans ce contexte de pandémie qui malheureusement ne semble pas prêt de cesser.

Notre département se voit finalement doté de 4 postes supplémentaires, pris à la Creuse (1) et à la Corrèze (3). Ces 4 postes sont loin de suffire : les priorités du ministère (dédoublage des classes de Grande section de maternelle en REP+, 24 élèves maxi en GS, CP et CE1 dans toutes les écoles hors REP, décharges de directions légèrement augmentées) exigent des moyens qui ne sont malheureusement pas déployés et qui obligent à "déshabiller les uns pour habiller les autres" sans pour autant arriver à atteindre les objectifs annoncés.

Lors du CTSD initial sur la carte scolaire où 24 suppressions de classes étaient à l'étude, vous nous avez entendu et avez renoncé à fermer une classe dans 2 écoles, ce dont nous vous remercions. Vous avez aussi renoncé à réorganiser 2 écoles, le projet n'étant pas

prêt, ce dont nous vous remercions aussi. Mais l'exercice était trop difficile pour que l'on puisse l'estimer réussi. Il reste des écoles trop chargées et, une fois n'est pas coutume, les annonces du ministère ne peuvent pas être traduites partout, les moyens n'étant pas là. Le CTSD de repli qui s'est tenu ce matin a encore permis de faire évoluer votre projet de carte ce que nous saluons. Mais les désormais 20 suppressions de classe qui sont effectuées témoignent d'une carte scolaire qui se passe comme si la situation était *normale*.

Pour répondre à l'exigence du 24 élèves maximum en GS, CP et CE1, sans surcharger les autres niveaux, il faut créer des postes. Il faut aussi s'assurer que partout les locaux existent pour accueillir ces nouvelles classes. A propos de cette priorité, lorsque l'école est déjà très chargée, cette mesure ne doit pas être imposée aux équipes.

L'Éducation Nationale doit mieux former les enseignants, au début, mais aussi tout au long de leur carrière : cela nécessite des moyens de remplacement qui ne sont pas suffisants. Depuis la rentrée des vacances d'automne dernier, la plupart des actions de formation continue ont été supprimées pour pouvoir disposer du maximum de remplaçants. Il est donc nécessaire de poursuivre la création de postes de brigades.

L'Éducation Nationale doit mettre en acte l'école inclusive : le ministère en parle beaucoup mais les AESH restent des emplois à temps partiel imposé et sous payés. A cela s'ajoute le fait que tous les élèves ayant pourtant des notifications n'ont pas toujours l'accompagnement qu'ils devraient avoir.

L'Éducation Nationale doit reconstruire les RASED, notamment pour aider les enfants les plus en difficultés dont les élèves dits décrocheurs.

L'Éducation Nationale doit préserver l'école maternelle dans ses fondements. Un nouveau projet de programmes scolaires prévoit un bouleversement complet de cette première école avec notamment l'instauration de tests dès la Petite Section mais aussi en GS : quelle prise en compte du bien-être du jeune enfant découvrant l'école ?

L'Éducation Nationale doit garantir la liberté pédagogique en mettant un terme à ces évaluations nationales (CP et CE1) que le gouvernement instrumentalise pour faire passer sa vision de l'école, basée sur des principes mécaniques, où l'application de règles et le "par cœur" se substituent à la construction des apprentissages basés sur le sens et la compréhension.

La FSU est force de propositions et porte un tout autre projet pour l'école, pour permettre la réussite de tous les élèves et à chaque enseignant.e de s'épanouir dans son travail.